



service professionnel de reclassement est mis en place. C'est l'esprit de l'édification d'une « Sécurité sociale professionnelle ». Mesurant bien les difficultés de mise en œuvre d'une telle réforme, P. Cahuc et F. Kramarz proposent une démarche expérimentale : pour aménager la transition vers un contrat unique, ils conseillent de cibler d'abord la

mesure sur les jeunes âgés de moins de 25 ans, premières victimes de la précarité en France. Les effets de la réforme pourraient être évalués au bout de trois à cinq ans.

Hélène Paris

CNAF – Direction des statistiques,
des études et de la recherche.

Anna Treves

Le nascite e la politica nell'Italia del Novecento,

Milan, LED, 2001, 530 pages

Lors de sa conférence de presse du 20 décembre 2004, Philippe Douste-Blazy, nouvellement en charge des dossiers de la Famille, a conforté sa volonté de « libérer le désir d'enfants », par l'argument imparable de l'indicateur conjoncturel de fécondité : « Ne nous voilons pas la face : le taux de fécondité des Français n'assure pas un complet renouvellement des générations. Pour cela, les femmes doivent avoir en moyenne 2,07 enfants, alors que notre taux de fécondité varie autour de 1,9 enfant par femme aujourd'hui. Le Président de la République a d'ailleurs fait de ce retard sa priorité familiale, pour permettre à la France d'affronter les défis démographiques de ce début de millénaire ». Et de demander des solutions concrètes à « un groupe dédié à cette question ».

Sur ce « retard », le livre d'Anna Treves, géographe et historienne italienne, peut apporter quelques éclairages intéressants. En effet, le sujet central de « *Naissances et politique en Italie au cours du XX^e siècle* » est le rapport complexe entre les données « objectives » (la « réalité » des démographes) et les politiques qu'elles sont censées fonder. Au fil de renversements fréquents de perspective, conduisant à considérer l'Italie tantôt comme un pays surpeuplé, tantôt comme un peuple en voie d'extinction, deux moments prennent un relief particulier : la politique nataliste du régime fasciste entre les deux guerres et la découverte, récente et réticente, que les Italiens, peuple prolifique, sont à l'avant-garde dans la baisse de la natalité.

La politique fasciste d'abord. Comment passe-t-on d'un premier après-guerre plutôt malthusien [voir, par exemple, les nombreuses prises de position de John M. Keynes (1)] à la conviction, partagée

partout en Europe au cours des années trente, que la perspective d'une chute dramatique de la natalité menace la survie même des populations européennes ? Les raisons de ce revirement sont certes nombreuses. L'analyse très fouillée d'Anna Treves montre, cependant, le poids décisif des projections prises pour des prophéties, des lectures approximatives de données démographiques et, surtout, l'utilisation imprudente du « taux brut de reproduction » (l'actuel indicateur conjoncturel de fécondité français) introduit en 1928 par Robert Kuczynski (2). Passant des ratios annuels de fécondité spécifique à une mesure synthétique de la fécondité, sa méthode d'analyse statistique paraissait présenter une forte capacité de prédiction, en indiquant « le nombre de femmes qui, dans la génération successive, auraient remplacé les femmes en âge fertile de la génération actuelle » – dans l'hypothèse d'un groupe fermé – et pour des femmes dont la fécondité dans la période fertile aurait été identique à celle des autres cohortes de femmes vivant au même moment. Or, le taux brut de reproduction montrait clairement que, dans la plupart des pays européens, la population était appelée non seulement à ne plus croître mais également à diminuer en chiffres absolus.

Ces calculs étaient en partie infondés et, à la lumière des instruments statistiques actuels, les caractères principaux de la réalité démographique européenne paraissent différents (3). En attendant, la vision du futur que proposaient ces projections a fortement contribué à conduire sur la voie d'une politique nataliste la plupart des pays européens.

Si l'obsession mussolinienne pour les naissances n'est pas isolée dans l'Europe de l'Entre-deux-guerres, le cas italien apparaît pourtant étrange et

(1) « Ne doit-on pas considérer surpeuplé un pays où les niveaux de vie sont inférieurs à ceux qu'ils pourraient être si la population était moins nombreuse ? » : *Population and Unemployment*, *The Nation and Athenaeum*, 6 octobre 1923. Voir aussi *The economic consequences of the peace*, New York, Harcourt, 1920.

(2) *The Balance of Births and Deaths*, New York, Macmillan, vol. 1, 1928.

(3) On peut rappeler, il y a à peine une quinzaine d'années, la controverse durable entre certains démographes (mais également Évelyne Sullerot, Michel Godet ou autres « natalistes » signataires d'« appels pour sauver l'avenir »), et Hervé Le Bras. Encore en 1998, voir *Lettre d'information de Pénombre*, n° 16.

différent. Pays de forte émigration dont les débouchés migratoires s'étaient fermés, l'Italie aurait pu se présenter comme un pays ayant un excès et non un défaut de population, excès pour lequel elle réclamait d'ailleurs une « place au soleil » dans le concert des nations coloniales. Puisque la croissance démographique était présentée par le régime comme le pré-requis essentiel d'un développement de la puissance impériale italienne, l'affichage d'un choix idéologique faisait du « natalisme » italien un cas particulier. En Italie, la politique démographique était devenue le symbole et l'instrument essentiel de la substance même du régime, son « fondement et couronnement ».

A. Treves éclaire brillamment les relations entre ces aspects politiques et le développement des études démographiques. Les choix en matière de politique d'appui à la natalité suscitent une éclosion de recherches scientifiques de nature à les conforter. Un vaste programme de recherches vise en particulier à identifier les causes de la dénatalité – et donc ses remèdes. On pointe ainsi la « fatigue » des peuples et des élites, la volonté d'investir sur un ou deux enfants pour en favoriser l'ascension dans l'échelle sociale, la priorité à la jouissance dans le mode de vie urbain, l'affaiblissement du sentiment religieux – jusqu'à l'esquisse d'une théorie destinée à une grande fortune, celle de la transition démographique, qui explique la baisse du nombre de naissances par l'adaptation à la diminution de la mortalité. Grâce à l'appui du régime, la démographie se constitue en Italie comme une science distincte de la statistique. Elle devient ainsi officiellement la science capable de valider la ligne politique du fascisme, même si son utilisation a clairement l'aspect d'une opération de propagande.

Dès 1937, avec la mise en place d'une politique italienne de la race, l'intégration entre culture démographique et fascisme devient encore plus forte. Dans sa volonté de ne pas paraître à la traîne du nazisme, le régime fait valoir en effet que sa politique démographique avait été conçue depuis toujours au service de la destinée de la race italienne (4). Il reviendra désormais à un organisme unique, la Direction générale de la démographie et de la race (*Demorazza*), de mettre en œuvre tant les mesures anti-juives que celles en faveur de la natalité.

Si les démographes italiens n'ont pas manifesté un enthousiasme excessif pour les nouvelles théories, néanmoins ils ont accepté la liaison entre démogra-

phie et race, confirmant par leur autorité de savants les orientations du régime : et c'est bien cela qu'on attendait d'eux. La démographie se trouva tout naturellement enrôlée dans le combat pour l'« italianité ». Dès lors, il n'est pas étonnant que l'idée d'une politique démographique et le terme même de « démographie » soient longtemps restés associés au fascisme dans la mémoire des Italiens et, de fait, à ses aspects les plus négatifs : la politique impériale, le racisme, l'alignement sur les positions hitlériennes et l'antisémitisme. Le souvenir de cette époque pèse encore aujourd'hui – ou du moins a pesé jusqu'à un passé récent – sur les choix politiques italiens en matière de famille.

Dès la fin de la guerre, les arguments de nature « démographique » ont complètement disparu du paysage italien. Par un accord général, la question de la natalité a été expulsée du domaine de compétence de la politique, non pour renverser la politique fasciste mais simplement pour l'occulter, malgré le maintien – sous couvert de morale – de la plupart des dispositions mussoliniennes en matière de naissances : mesures contre l'avortement et les pratiques anticonceptionnelles, protection de la maternité. Et avec la politique démographique, les démographes ont également complètement disparu du débat culturel en Italie. Leur retour sur la scène a dû attendre les controverses sur la croissance démographique du milieu des années soixante-dix (5). C'est alors sous couvert de la Chine de Mao ou du Vatican, et contre la prétention de l'impérialisme américain de contenir la croissance démographique des pays en voie de développement, que les démographes italiens ont pu remettre à l'ordre du jour la problématique des risques inhérents à la réduction du nombre de naissances. Il est vrai que la conjoncture s'y prêtait. En 1975, l'indicateur de fécondité italien n'était plus que de 2,0 enfants par femme, inférieur au chiffre fatidique de 2,1, assurant le fameux remplacement des générations... (6).

Mais les demandes de mesures de soutien à la natalité émanant des démographes ne sont parvenues à secouer une opinion largement indifférente qu'au bout d'un long moment, et après avoir été relayées par quelques puissants organismes faiseurs d'opinion. Ces derniers ont pu enfin, selon les mots de Marcello Pacini, membre influent de la Fondation Agnelli, « contourner le tabou, fortement présent en Italie, de l'inconvenance politico-culturelle de parler de politiques en faveur de la

(4) La politique fasciste de la race a son point de départ réel dans la conquête de l'Éthiopie et la proclamation de l'empire, mais le régime lui construit une histoire plus ancienne : « *Le fascisme depuis seize ans réalise une politique raciste* », « *Le racisme italien pensée constante de Mussolini* », « *La politique du fascisme en défense de la race a des origines très lointaines dans le temps* », titre en 1938 *Il Popolo d'Italia*.

(5) Son point d'orgue a été le congrès international de la population de Bucarest en 1974, un congrès « politique », comme ne l'avaient pas été les précédents de Rome en 1954 et de Belgrade en 1963. Ironiquement, à peine quelques années après, la Chine devait inaugurer une politique ultra-malthusienne.

(6) Le pays est alors à la veille d'une chute qui va devenir vertigineuse. En 1985, l'indicateur conjoncturel de fécondité descend à 1,4 enfant par femme, dix ans après à 1,2 enfant seulement. Avec l'Espagne qui l'a rejointe au bout d'une course encore plus rapide, et désormais devant l'Allemagne, l'Italie est devenue alors l'un des champions mondiaux de la dénatalité.

natalité » (7). En 1996, avec l'arrivée au pouvoir de Romano Prodi, une politique en faveur de la natalité acquiert ainsi, du moins dans les discours, un nouveau droit de cité en Italie. Porteuse de profonds changements dans la configuration de la protection sociale, cette politique paraît d'emblée largement consensuelle « dans un pays qui donne un message contre les enfants » et où le maintien même d'une identité nationale paraît à terme menacé.

Le travail d'A. Treves se conclut sur quelques questions d'intérêt très général. Si vraiment la baisse des naissances est une mauvaise chose, ne faut-il pas réévaluer la politique mussolinienne ? Et si on refuse cette réévaluation, ne faut-il pas remettre en question les critères, les valeurs qui fondent une politique « nataliste » ? L'auteure invite clairement à cette remise en question. Si le rapport entre naissances et politique est problématique, c'est d'abord pour une simple question d'éthique : faut-il que l'État interfère dans une dimension intime comme le choix de mettre au monde un enfant ? (8).

Dans la politique mussolinienne, le rôle clé de la politique des naissances venait du fait que les valeurs sur lesquelles elle s'appuyait – identité, force et puissance nationales – étaient les mêmes que celles sur lesquelles le fascisme fondait sa raison d'être. Certes, l'Italie de Prodi ou de Berlusconi n'a plus de prétention impériale. Pourtant, les mêmes critères justifient les craintes actuelles autour de la dénatalité. Malgré les différences profondes de climat

culturel, le premier critère d'une politique des naissances demeure la sauvegarde de l'identité nationale du « peuple italien », conçu en tant que groupe fermé. Selon A. Treves, on ne peut expliquer autrement que soient toujours abordés comme des problèmes complètement séparés, d'une part, la politique en faveur de la natalité et, d'autre part, les choix en matière d'immigration. Or, si les raisons de lutter contre la dénatalité sont « l'élan économique, l'équilibre entre classes d'âge ou encore le climat psychologique d'une société avec peu de jeunes » (9), ne devrait-on pas prendre en compte les ressources apportées par l'immigration à l'heure des choix et des décisions ?

Ce constat n'a bien sûr rien d'étonnant. Comme l'écrivait Gunnar Myrdal, grand économiste-sociologue inspirateur du natalisme suédois des années trente, une politique « populationniste » renvoie toujours en dernière analyse à une « forme modérée de nationalisme » (10). Cependant, il est un peu surprenant de retrouver en Italie les arguments d'une politique nataliste « en défense de la *stirpe* », mot désignant quelque chose entre lignage et peuple, mais utilisé par certains courants, telle la Ligue du Nord, dans la même acception que dans les années trente. Il était alors interchangeable avec le terme de « race », avant que ce dernier ne se charge d'implications plus sinistres.

Andrea Caizzi

CNAF – Direction de l'animation du réseau

(7) Marcello Pacini, *Transizione demografica, migrazioni internazionali e dinamiche culturali in Abitare il pianeta*, Torino, 1989.

(8) « Le désir d'enfant, affirmait le 20 décembre 2004 Philippe Douste-Blazy, relève de la décision intime d'un couple. La politique familiale n'est donc pas de l'inciter dans une politique dite "nataliste". En revanche, notre responsabilité est d'accompagner le désir d'enfants quand il existe », et pour cela « améliorer l'articulation de la carrière professionnelle et de la carrière maternelle des femmes, garantir l'équité entre les familles dans le choix du mode de garde » mais aussi « moderniser les valeurs familiales pour que le projet familial retrouve sa place dans les aspirations naturelles des jeunes couples » – « piste concrète » sur laquelle devra travailler la Conférence de la famille de 2005. En matière de démographie, les valeurs sont rarement loin.

(9) Pour citer encore une fois, en écho à ces arguments, P. Douste-Blazy, « au-delà de l'aspect démographique, c'est aussi la vigueur de notre société, sa créativité, sa capacité à regarder l'avenir avec ambition et confiance, ainsi que l'élan économique de notre pays qui en découle ».

(10) *Population. A Problem for Democracy*, Cambridge (Mass.), 1940.

Bénédicte Zimmermann (dir.)

Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe

Paris, Édition de la Maison des sciences de l'homme, 2004, 331 pages

Cet ouvrage retrace les travaux d'un séminaire pluridisciplinaire mené sous l'égide du Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne (CIERA) et consacré aux transformations de la rela-

tion entre les sciences sociales – en particulier la sociologie – et l'action publique. Durant la dernière décennie, les interactions, parfois complexes, entre science et politique ont fait l'objet de nom-